



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

44<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent de la condition féminine

TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 074**

Le jeudi 15 juin 2023

---

Présidente : Mme Karen Vecchio





## Comité permanent de la condition féminine

Le jeudi 15 juin 2023

• (1605)

[Traduction]

**La présidente (Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC)):** Bonjour à tous. Bienvenue à la réunion n<sup>o</sup> 74 du Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes.

La réunion d'aujourd'hui se déroule dans un format hybride conformément à l'ordre de la Chambre du 23 juin 2022. Par conséquent, les membres assistent en personne et à distance à l'aide de l'application Zoom.

J'aimerais faire quelques observations pour la gouverne de nos témoins et des membres.

Avant de prendre la parole, veuillez attendre que je vous nomme. Pour ceux qui participent par vidéoconférence, cliquez sur l'icône du microphone pour activer votre micro et veuillez le désactiver lorsque vous ne vous exprimez pas. Pour ceux qui sont dans la salle, votre microphone est contrôlé comme d'habitude par l'agent des délibérations et de la vérification.

Vous pouvez vous exprimer dans la langue officielle de votre choix. Des services d'interprétation sont disponibles pour cette réunion. Vous avez le choix au bas de votre écran entre le parquet, l'anglais ou le français. Pour les personnes présentes dans la salle, vous pouvez utiliser l'écouteur et sélectionner le canal souhaité. Si vous perdez l'interprétation, veuillez nous en informer immédiatement.

Bien que cette salle soit équipée d'un système audio puissant, il peut arriver qu'il y ait de la rétroaction acoustique. Cela peut être extrêmement nuisible aux interprètes. Cette rétroaction acoustique a causé des blessures et continue d'en causer.

La cause la plus fréquente de la rétroaction acoustique est un écouteur porté trop près du microphone. Nous demandons donc à tous les participants de faire preuve d'une grande prudence lorsqu'ils manipulent les écouteurs, en particulier lorsque votre microphone ou celui de votre voisin est allumé. Afin d'éviter tout incident et de préserver la santé auditive des interprètes, j'invite les participants à s'assurer qu'ils parlent dans le microphone dans lequel est branché leur casque d'écoute et à éviter de manipuler les écouteurs en les posant sur la table et en les éloignant du microphone lorsqu'ils ne les utilisent pas.

Je vous rappelle que toutes les observations doivent être adressées à la présidence.

Pour les participants dans la salle, si vous souhaitez intervenir, veuillez lever la main. Pour ceux qui participent par vidéoconférence, veuillez utiliser la fonction « lever la main ». La greffière et moi en prendrons note.

Conformément à la motion de routine du Comité concernant les tests de connexion, je voudrais vous informer que tous les tests de connexion ont été effectués.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée le jeudi 27 avril 2023, le Comité reprendra son étude de l'équité menstruelle au Canada.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins. Je reconnais que c'est un peu compliqué aujourd'hui en raison des votes. Les cloches sont censées sonner. À ce moment-là, nous devons suspendre la séance un instant pour décider de ce que nous ferons, mais nous veillerons à passer le plus de temps possible avec vous toutes.

Vous disposerez chacune de cinq minutes. Je vais vous présenter et je vous accorderai vos cinq minutes, puis je présenterai le prochain groupe de témoins.

Nous aimerions entendre les déclarations de nos premiers témoins. Pour commencer, nous accueillons Lara Emond, fondatrice et présidente de Iris + Arlo.

Madame Emond, vous disposez de cinq minutes.

• (1610)

[Français]

**Mme Lara Emond (fondatrice et présidente, Iris + Arlo):** Madame la présidente et chers membres du Comité permanent de la condition féminine, Iris + Arlo est une entreprise à impact social et environnemental qui offre des produits sains et respectueux de l'environnement. Elle offre, entre autres, des produits menstruels à utilisation unique naturels, biologiques et sans plastique ainsi que des produits menstruels réutilisables, tels que des culottes.

L'équité menstruelle est au cœur même de notre mission. C'est pourquoi, pour chaque produit vendu, nous donnons des produits menstruels à des gens en situation de précarité, au moyen de partenariats avec des organismes de partout au pays. Nous facilitons également l'accès aux produits menstruels au moyen de notre offre aux entreprises, grâce à laquelle plus de 130 organisations du Canada se sont engagées à offrir des produits menstruels dans leurs salles de bain. Finalement, puisque nous croyons fermement que l'éducation est la clé de l'équité, nous offrons du matériel éducatif en ligne et des ateliers-conférences sur les règles.

Je vous présente maintenant quelques constats. Au cours de la dernière année et demie, mon équipe et moi avons parlé de menstruations avec des centaines de personnes de partout au pays: des chefs d'entreprises, des administrateurs d'école, des organismes, des associations étudiantes, des institutions gouvernementales, et j'en passe. De toutes ces rencontres, certains constats sont ressortis de manière évidente.

Premièrement, toutes les personnes qui ont ou qui ont déjà eu des règles savent ce que c'est que de devoir se débrouiller lorsqu'elles se retrouvent dans une situation où elles n'ont pas les produits menstruels nécessaires. Cela peut arriver en public, à l'école ou au travail. Il s'agit d'une situation inconfortable et embarrassante qui se produit uniquement parce que des installations sanitaires n'ont pas été pensées pour accommoder les personnes qui ont leurs règles.

Deuxièmement, le sujet des règles rend de nombreuses personnes mal à l'aise. Il est temps de briser ces tabous et de normaliser les discussions sur les menstruations. Il est essentiel que chacun puisse se sentir à l'aise d'en parler et de demander de l'aide lorsque c'est nécessaire.

Troisièmement, il est évident que la plupart des personnes que nous avons rencontrées aspirent à des produits menstruels plus sains à la fois pour leur propre bien-être et pour l'environnement.

Quatrièmement, il est important de reconnaître que tout le monde n'est pas à l'aise avec l'utilisation de produits menstruels réutilisables. Cela reste une préférence très personnelle. De plus, il ne faut pas oublier que les installations sanitaires ne sont souvent pas adaptées à l'utilisation des produits réutilisables, ce qui est un frein à leur utilisation et à leur adoption.

Enfin, cinquièmement, la précarité menstruelle est un problème bien réel. Les organismes reçoivent beaucoup de demandes pour les produits sanitaires, mais ils ne sont pas toujours en mesure de les offrir.

Je vais maintenant donner quelques pistes de solution.

L'équité menstruelle est une question d'équité fondamentale, de dignité et de pleine participation socioéconomique. Pour atteindre l'équité menstruelle, nous devons traiter les produits menstruels pour ce qu'ils sont, soit des produits essentiels. Comme c'est le cas pour le papier de toilette et le savon à main, l'accès à ces produits doit être garanti. Cela exige des changements durables et la collaboration de plusieurs acteurs.

Ainsi, comme nous l'avons fait pour les autres produits essentiels, nous devons assurer leur disponibilité pour les populations les plus vulnérables dans des endroits tels que les banques alimentaires, les maisons d'hébergement et les pénitenciers.

Il est également important d'encourager l'accessibilité aux produits menstruels dans les salles de bain publiques et de donner l'exemple en installant partout où cela est possible. Je tiens d'ailleurs à souligner la modification du Code canadien du travail en ce sens.

Des incitatifs peuvent aussi être mis en place pour encourager ce changement dans la plupart des salles de bain publiques, comme des crédits pour les modifications des installations sanitaires ou l'installation de distributeurs.

Il serait intéressant de travailler avec les provinces pour garantir la disponibilité des produits menstruels dans les écoles et pour promouvoir l'éducation sur les règles.

Enfin, d'un point de vue environnemental, il est possible de favoriser l'adoption de produits menstruels réutilisables en offrant des subventions, comme l'ont fait plusieurs municipalités, et en repensant les salles de bain pour faciliter leur utilisation. Toutefois, puisque la grande majorité des personnes ayant des règles utilisent des produits à utilisation unique, il serait intéressant de mettre à

leur disposition des produits plus respectueux à la fois de l'environnement et de leur santé.

• (1615)

En conclusion, l'équité menstruelle est une question d'équité fondamentale. Nous devons reconnaître l'importance de cette question et travailler ensemble pour garantir l'accès équitable aux produits menstruels, tout en respectant les choix individuels et en favorisant une meilleure éducation sur les règles.

Je vous remercie de vous pencher aussi sérieusement sur cet enjeu important. Ensemble, nous pouvons faire une réelle différence, créer un pays équitable et changer les règles.

Je vous remercie également de m'avoir donné l'occasion de vous faire part de ces réflexions aujourd'hui.

[Traduction]

**La présidente:** Je vous remercie.

Je vais maintenant céder la parole aux représentantes de Dignité mensuelle. Dans la salle, nous avons parmi nous Clara Bolster-Foucault et Hayley Newman-Petryshen.

Vous disposez toutes les deux de cinq minutes pour faire votre déclaration liminaire. La parole est à vous.

**Mme Hayley Newman-Petryshen (codirectrice, Dignité mensuelle):** Bonjour, mesdames et messieurs les membres du Comité, et merci beaucoup de nous avoir invitées à contribuer à votre étude sur l'équité menstruelle au Canada.

Nous nous appelons Clara et Hayley et nous sommes les codirectrices de Dignité mensuelle, un organisme sans but lucratif qui lutte contre la précarité menstruelle à Montréal. Notre travail consiste à distribuer gratuitement des produits menstruels aux organisations communautaires qui s'occupent des personnes vivant dans des situations précaires, à offrir des programmes d'éducation menstruelle inclusifs et à plaider pour que l'accès aux produits menstruels soit considéré comme un droit plutôt que comme un privilège.

Notre équipe est entièrement composée de bénévoles et nous sommes financées par des dons en nature des fabricants et des dons de la collectivité. Nous travaillons avec plus de 20 partenaires communautaires, notamment des refuges pour les personnes en situation d'itinérance, des centres pour femmes, des refuges pour victimes de violence familiale, des centres pour les nouveaux arrivants et les demandeurs d'asile, des centres de services aux jeunes, ainsi que des écoles publiques.

Parallèlement à ce travail de terrain, nous menons toutes deux des recherches qualitatives sur l'équité menstruelle, dans le cadre desquelles nous avons interrogé des personnes ayant fait face à la précarité menstruelle ainsi que les organisatrices et organisateurs communautaires qui les appuient d'un bout à l'autre du pays.

[Français]

Au cours de l'année dernière, Dignité menstruelle a reçu de plus en plus de demandes de produits menstruels de la part d'organisations communautaires, d'écoles et même d'individus. Malheureusement, étant donnée la petite taille et les ressources limitées de notre organisation, nous ne sommes pas en mesure de répondre à cette demande croissante. Cependant, cela illustre deux développements importants: une forte augmentation de l'ampleur des besoins au sein de la communauté ainsi qu'une prise de conscience accrue des problèmes liés à la précarité menstruelle et un intérêt grandissant pour la mise en œuvre de changements systémiques visant à y remédier.

Au Canada, une personne menstruée sur quatre a dû choisir entre acheter des produits menstruels et combler d'autres besoins ou payer services essentiels comme l'épicerie. Comme vous pouvez l'imaginer, la nourriture passe en premier.

Bien que cela démontre un problème profond, la réalité est que nous en savons très peu sur l'ampleur et les conséquences de la précarité menstruelle au Canada. C'est un problème doublement caché, en raison des tabous historiques qui entourent les menstruations et du problème plus vaste de la pauvreté. Il s'agit également d'un problème fortement intersectionnel qui touche de manière disproportionnée les communautés mal desservies.

[Traduction]

**Mme Clara Bolster-Foucault (codirectrice, Dignité menstruelle):** Dans le cadre de notre travail, nous avons entendu les témoignages de personnes touchant des prestations de sécurité sociale dont le budget mensuel ne leur permet pas d'acheter des produits menstruels, de résidentes de refuges qui sont trop gênées de demander des produits menstruels au personnel de l'endroit, d'élèves du secondaire qui manquent l'école tous les mois, de personnes qui contractent des infections et ont des éruptions cutanées parce qu'elles ont gardé un produit plus longtemps que ce qui est considéré comme sûr, et de personnes en situation d'itinérance qui ne peuvent pas trouver de salle de bain privée pour changer leur serviette ou leur tampon ou qui se contentent de papier hygiénique ou de chiffons parce qu'elles n'ont pas eu accès aux produits menstruels dont elles ont besoin.

Nous ne saurions trop insister sur le sentiment profond de honte et la forte stigmatisation qui résultent de ces expériences. Les causes profondes de la précarité menstruelle sont complexes et étroitement liées aux déterminants sociaux de la santé. Cependant, il est possible d'agir pour éliminer certains obstacles à l'équité menstruelle en aval. Pour lutter efficacement contre la précarité menstruelle au Canada, nous avons besoin d'une approche globale qui répond aux besoins immédiats et à long terme, tout en tenant compte des contextes locaux et en s'y adaptant.

Les programmes et les politiques visant à réduire la précarité menstruelle doivent répondre au besoin urgent de produits menstruels dans les collectivités mal desservies en aplanissant les obstacles financiers et structurels à l'accès à ces produits pour les personnes qui risquent d'y faire face. Il est possible d'y remédier en finançant davantage les mesures d'aide sociale, en finançant le coût des produits menstruels dans les établissements subventionnés par l'État et en allouant des fonds supplémentaires aux organisations communautaires pour qu'elles puissent acheter les produits qu'elles doivent distribuer.

[Français]

Deuxièmement, une éducation en santé menstruelle complète et inclusive est nécessaire pour réduire la stigmatisation qui entoure les menstruations. Pour ce faire, nous devons intégrer la santé menstruelle dans les programmes des écoles primaires et secondaires, mener des campagnes de sensibilisation auprès du public et lutter pour que la fourniture des produits menstruels soit considérée comme la norme. Dans tous les aspects de ces efforts, il est essentiel de rejoindre les personnes et les communautés là où elles se trouvent et de considérer les besoins, les expériences et les préférences des diverses populations.

L'équité menstruelle, c'est beaucoup plus que les règles seulement. C'est une question qui se situe à l'intersection de la justice sociale, des droits de la personne, de l'égalité des genres, de la sécurité alimentaire, de la réduction de la pauvreté, de l'éducation et de bien plus encore.

Nous sommes encouragées par l'intérêt et les efforts du Comité à l'égard de cette question importante au Canada. Nous espérons que ces discussions marqueront le début d'un changement systémique.

Je vous remercie beaucoup.

• (1620)

[Traduction]

**La présidente:** Je vous remercie.

Nous allons passer aux témoins en ligne et entendre les représentantes de Moon Time Sisters. Nous accueillons Veronica Brown, responsable de la Section de l'Ontario, et Nicole White, fondatrice et responsable de la Section de la Saskatchewan.

Je vous cède la parole pour que vous vous partagiez les cinq minutes.

**Mme Nicole White (fondatrice et responsable, Section régionale de la Saskatchewan, Moon Time Sisters):** *Tansi*, et bonjour à tous.

Je m'appelle Nicole White et j'ai l'honneur de m'adresser à vous depuis le territoire visé par le Traité n° 6. Je suis la fondatrice de Moon Time Sisters, un projet phare de True North Aid. Je suis accompagnée aujourd'hui de Veronica Brown.

**Mme Veronica Brown (responsable, Section de l'Ontario, Moon Time Sisters):** *Meegwetch*, madame White.

Je me trouve habituellement sur le territoire visé par le Traité n° 13, mais je vous appelle aujourd'hui du Portugal.

Nous sommes très reconnaissantes d'avoir l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui pour discuter de l'état de l'équité menstruelle sur l'île de la Tortue et de l'incidence disproportionnée de ce problème sur les nations autochtones.

**Mme Nicole White:** En 2017, j'ai appris qu'il était fréquent que les élèves autochtones manquent l'école en raison d'un accès insuffisant aux produits menstruels. Un simple don de serviettes hygiéniques a donné naissance à Moon Time Sisters, ou MTS, une organisation nationale dirigée par des Autochtones qui oeuvre en faveur de l'égalité menstruelle dans les collectivités nordiques.

Les problèmes d'accès et d'abordabilité sont exacerbés au sein des nations autochtones. Certaines collectivités n'ont pas accès aux produits et doivent parcourir de longues distances pour acheter ces articles essentiels, dont l'offre est très limitée. Une mère de La Ronge, en Saskatchewan, nous a dit un jour: « Le refuge local m'a fourni des produits, et mes filles et moi n'avions jamais eu de serviettes hygiéniques auparavant. Nous utilisions simplement des chaussettes. »

Depuis ses débuts en 2017, MTS a évolué et compte maintenant quatre sections, en plus d'avoir établi des partenariats avec plus de 100 collectivités autochtones du Nord partout au pays. Nous avons expédié plus de 2 millions de produits menstruels vers des écoles secondaires et primaires, des organisations de sages-femmes, des centres de soins de santé, des centres d'amitié, des refuges, des banques alimentaires et des programmes communautaires, en veillant à aider la collectivité dans son ensemble, comme nous l'enseigne la roue de la médecine.

Mais surtout, nous travaillons avec les collectivités. Nous collaborons avec chacune d'entre elles pour nous assurer qu'elles sont entendues et que leurs besoins sont satisfaits. Nous leur fournissons une gamme complète de produits menstruels qui ont été expressément demandés. On nous demande souvent pourquoi nous n'envoyons pas que des produits réutilisables, comme des serviettes hygiéniques lavables ou des coupes menstruelles. Si nous reconnaissons que cette question part d'une bonne intention, elle révèle également une mentalité coloniale selon laquelle nous savons ce qui est le mieux pour les autres.

Les personnes autochtones qui ont des menstruations méritent non seulement d'avoir le même accès aux produits menstruels que les autres personnes, mais aussi la dignité de choisir ce qui répond à leurs besoins uniques et individuels.

**Mme Veronica Brown:** Une enquête réalisée en 2023 par Plan International Canada a révélé que 25 % des Canadiennes « qui ont des menstruations ont été obligées de choisir entre l'achat de produits menstruels et l'achat d'autres biens essentiels comme la nourriture ou le loyer au cours de la dernière année ».

Notre travail nous a permis de constater directement l'effet disproportionné de l'inégalité menstruelle dans les collectivités nordiques. Nous savons que bien plus de 25 % des personnes autochtones qui ont des menstruations ont été contraintes de faire ce choix difficile.

Nous avons récemment établi un partenariat avec l'Université de la Saskatchewan et élaboré une enquête en recourant à l'externalisation ouverte pour recueillir des renseignements sur les préférences et les obstacles rencontrés par les personnes qui ont des menstruations dans les collectivités nordiques éloignées. Nous sommes heureuses de vous communiquer certains des résultats préliminaires aujourd'hui. Nous avons fourni un document contenant quelques statistiques à l'annexe 2 à titre d'information.

Il est difficile de comparer nos données à celles de l'étude de l'organisme Plan, mais nos conclusions préliminaires sont révélatrices.

L'un des principaux points à retenir est que 73 % des personnes autochtones interrogées dans les collectivités éloignées et 55 % des personnes autochtones interrogées dans les collectivités qui ne sont pas situées en région éloignée ont parfois ou souvent des problèmes d'accès aux produits menstruels.

En ce qui a trait à la question précédente, parmi les personnes ayant répondu avoir parfois ou souvent des problèmes d'accès aux produits, 39 % indiquent que c'est parce que ces produits ne sont pas disponibles au magasin, 26 % disent devoir acheter d'autres articles prioritaires et 26 % indiquent que les produits ne sont pas abordables.

L'enquête a également révélé que les personnes autochtones interrogées vivant dans les collectivités éloignées étaient plus susceptibles de s'absenter du travail ou de l'école ou de ne pas faire d'activité physique en raison de problèmes d'accès aux produits menstruels.

Notre enquête a aussi porté sur les préférences en matière de produits, l'accès aux analgésiques, les programmes de recyclage, les différentes expériences vécues pendant les règles et les personnes avec lesquelles les personnes qui ont des menstruations se sentent à l'aise de parler de leurs règles. D'autres données seront publiées dans un rapport à paraître sous peu.

**Mme Nicole White:** Des milliers de personnes autochtones qui ont des menstruations éprouvent des difficultés d'un océan à l'autre.

Si nous sommes extrêmement fières de l'évolution de notre organisation et de l'aide que nous avons pu apporter au cours de nos quelques années d'existence, nous sommes également très préoccupés par ce que cela signifie, à savoir que le soutien que nous fournissons est nécessaire et essentiel et que les besoins continuent d'augmenter, au lieu de diminuer.

Dans une situation idéale, au Canada, toutes les personnes qui ont des menstruations pourraient avoir leurs règles avec dignité, quels que soient leur sexe, leur lieu de résidence ou leur origine ethnique.

Nous remercions le Comité du temps qu'il nous a accordé et de nous avoir donné l'occasion de parler des répercussions de l'inégalité menstruelle dans les régions nordiques. Nous vous remercions de nous avoir écoutées aujourd'hui et des mesures prises par le gouvernement pour atteindre notre objectif collectif d'équité menstruelle.

*Hiy hiy.*

• (1625)

**La présidente:** Je vous remercie.

Restez en ligne, nous allons entendre Meghan White, cofondatrice de Period Packs.

Madame White, la parole est à vous pour cinq minutes.

**Mme Meghan White (cofondatrice, Period Packs):** Bonjour, tout le monde.

Bien entendu, je tiens à exprimer ma gratitude au Comité pour son accueil et pour sa grande volonté de se pencher sur le problème de la pauvreté menstruelle au Canada.

Je suis très heureuse de constater l'ampleur que connaît ici le mouvement lié aux menstruations, notamment l'élaboration d'un cadre pilote fédéral pour l'équité menstruelle et les modifications récentes à la réglementation prise en vertu du Code canadien du travail pour la fourniture gratuite de serviettes hygiéniques et de tampons dans tous les milieux de travail sous réglementation fédérale.

Ces cinq dernières années et demie, je me suis entièrement consacrée à la cause de la pauvreté menstruelle et j'ai travaillé avec des militantes passionnées de divers secteurs partout dans le monde. J'ai constaté aussi les effets dévastateurs de la pauvreté menstruelle sur les femmes et les filles, et les avancées encourageantes que nous avons réalisées. Or, dans les faits, la pauvreté menstruelle a toujours des effets dévastateurs sur la vie d'innombrables personnes.

En 2018, j'ai cofondé Period Packs, un organisme d'Ottawa qui lutte contre cette pauvreté grâce à une approche à trois volets: l'accès, la défense des intérêts et l'éducation. Voilà une formule gagnante, ce que vous confirmeront bien d'autres témoins, voire la plupart d'entre eux, à cette audience du Comité.

Depuis 2018, Period Packs a fait des progrès considérables dans sa lutte contre la pauvreté menstruelle. Notre programme d'accès communautaire a distribué plus d'un million de produits menstruels à des personnes d'Ottawa par l'entremise de 36 organismes communautaires de première ligne. Grâce à nos activités de militantisme et à nos partenariats, nous avons mis en place deux programmes pilotes et soutenu plus d'une dizaine d'initiatives dans ces institutions. Notre démarche éducative d'égal à égal permet de sensibiliser les jeunes des environs, tandis que nos ateliers virtuels pour les personnes de 50 ans et plus ont permis de faire œuvre éducative dans diverses organisations, comme des conseils de municipalités, d'universités et d'écoles secondaires, de grandes banques canadiennes et des organismes de services sociaux.

Au fil des ans, la demande pour nos services a crû de manière exponentielle. Nous distribuons des produits à divers organismes de services de première ligne, comme des banques alimentaires, des refuges, des maisons d'hébergement, des bibliothèques publiques, des cliniques de santé sexuelle, des organisations de travail de rue, et nous en livrons aussi directement à des membres de la communauté. L'aspect le plus important pour moi serait probablement notre travail dans les écoles secondaires où nous remettons des serviettes hygiéniques, des tampons, des coupes menstruelles et des disques menstruels.

Le fait d'offrir une sélection de produits de qualité est fondamental pour nos services. En offrant une gamme de produits, nous veillons à ce que des personnes disposent de produits qui conviennent à leur corps, selon leurs préférences et pour leur confort. Cette inclusivité permet aux personnes de choisir le meilleur produit pour elles, de gérer leurs menstruations dans la confiance et la dignité, sans compter qu'elle favorise la création de programmes continus empreints de compassion et axés sur la personne.

Jusqu'à maintenant, la moitié des produits distribués l'ont été par la voie de partenariats avec des PME canadiennes fondées et exploitées par des femmes. Ces PME ont grandement contribué à la lutte contre la pauvreté menstruelle au Canada. Elles l'ont fait dans le cadre de partenariats avec des organismes communautaires comme Period Packs, mais aussi de leurs activités de recherche indépendante de grande qualité, de financement et de conception de programmes éducatifs. Elles sont aussi présentes sur le terrain aux côtés des organismes communautaires qui prennent un soin méticuleux à bien comprendre les besoins des gens et à mettre au point les pratiques exemplaires pour y répondre. Les partenariats avec des PME exploitées par des femmes alimentent une économie circulaire solidaire où les subventions et les dons sont versés aux entreprises sociales œuvrant à faire du Canada une place où il fait bon vivre

pour tous. Ces partenariats ont montré qu'il y a une connaissance approfondie de la question et l'habileté de procurer efficacement une gamme de produits à prix concurrentiel.

C'est bien la nécessité d'offrir une sélection de produits variés qui a motivé également ces partenariats. Period Packs et son large éventail de programmes ont prouvé qu'il ne suffisait pas de fournir que des serviettes hygiéniques et des tampons; les coupes, culottes et disques menstruels sont également en très grande demande.

Je tire fierté du travail accompli aux côtés de militantes dévouées issues de tous les secteurs, dont certains témoins du Comité et toutes les personnes présentes ici aujourd'hui. J'ai la ferme conviction que le Canada est en bonne voie de devenir un chef de file dans la lutte contre l'iniquité menstruelle, car il a posé une pierre d'assise de l'égalité des genres et de son avancement.

Je vous remercie de me donner l'occasion de m'exprimer et de dire fièrement que le Canada est en train de devenir un chef de file en la matière grâce à cette pierre d'assise.

• (1630)

**La présidente:** Je vous remercie.

Nous allons maintenant entendre, de Ressources d'Assistance Jeunesse, Ayla Banks, gestionnaire du centre d'accueil.

La parole est à vous pour cinq minutes.

**Mme Ayla Banks (gestionnaire du centre d'accueil, Ressources d'Assistance Jeunesse):** Bonjour. Je vous remercie de me recevoir et je remercie le Comité de son travail pour l'équité menstruelle.

Je m'appelle Ayla Banks et je vous parle depuis Winnipeg, dans le territoire visé par le traité n° 1, la patrie et le territoire ancestral des Anishinabes, des Ojibwés, des Cris innus et des Dakotas ainsi que la patrie nationale des Métis de la rivière Rouge.

Je vous parle aujourd'hui au nom de Ressources d'Assistance Jeunesse et des personnes qui accèdent à nos services. Nous appelons aussi notre organisation RaY.

RaY est un organisme multidimensionnel offrant des services de première ligne dans la rue afin de répondre aux besoins émergents et à long terme des jeunes itinérants de 0 à 29 ans. RaY est une organisation non partisane et ne portant pas de jugement s'appuyant sur les déterminants sociaux de la santé. Elle emploie des pratiques fondées sur les données probantes visant à réduire les méfaits afin d'appuyer les jeunes de façon à leur donner le contrôle du processus.

Globalement, notre vision est de mettre fin à l'itinérance des jeunes grâce à des systèmes d'orientation et de collaboration tout en donnant un rôle aux jeunes mêmes. Plus précisément, nous fournissons des services de première ligne tout en faisant la promotion de nos systèmes et en outillant les jeunes à se préparer aux milieux scolaires, de l'emploi et de la formation.

Notre modèle de prestation de services est un modèle du carrefour qui répond aux besoins de base et qui comprend un programme de repas chauds; quatre programmes distincts de logements pour tenir compte du stade où est rendu chaque jeune; un programme d'emploi et de formation intitulé Level Up! qui permet aux jeunes marginalisés d'accéder au marché du travail; ainsi que du soutien pour la santé mentale, la santé primaire et les dépendances. Ces programmes sont complémentaires afin de veiller à ce que les jeunes que nous aidons puissent atteindre une autonomie et une stabilité sur le plan de leur santé mentale, de leur santé physique et de leurs conditions économiques.

En abordant chacun de ces éléments, nous voulons favoriser la réussite des jeunes à long terme plutôt que de fournir des solutions temporaires pour des problèmes pris isolément.

Forts de nos 25 ans d'expérience, nous venons maintenant en aide à plus de 2 700 jeunes marginalisés et itinérants pendant leur transition vers l'âge adulte.

Dans le cadre de mon rôle actuel, je gère notre espace d'accueil qui reçoit de 50 à 100 participants par jour. Les jeunes que nous aidons sont freinés par plus d'obstacles que la majorité de la population, et l'information sur la santé menstruelle ainsi que l'accès à celle-ci — qu'on néglige souvent, malgré leur incidence considérable — empêchent les jeunes de connaître la santé, la croissance et le succès.

La première fois qu'on m'a parlé de cette initiative, j'ai tout de suite pensé à mes rendez-vous informels de longue date avec une femme que j'appellerai Mary. Même si son âge dépasse largement la tranche d'âge de 0 à 29 ans que nous servons, elle est sans-abri depuis un certain nombre d'années et elle se présente une fois par mois, sans faute, à nos locaux pendant les heures d'ouverture, avant l'arrivée des jeunes, pour demander des pantalons, des sous-vêtements et des produits menstruels. Quand elle vient nous voir, elle porte un sac de poubelle ou un vieux vêtement autour de la taille afin de tenter de camoufler ses vêtements souillés. Elle se change dans notre salle de bains. Je lui fournis des produits, puis elle part discrètement.

Mary et moi maintenons cette relation presque muette depuis quelques années, et je vois des variations de Mary au fil de chaque mois. Certaines personnes sont extrêmement embarrassées. Certaines se sont vu refuser l'entrée à d'autres immeubles à cause de leur apparence ou de leurs odeurs. Certaines se servent de solutions de rechange de fortune et non hygiéniques, ce qui leur cause des problèmes de santé. D'autres se sont simplement résignées à cette réalité qu'elles ont normalisée. Cette situation ne devrait jamais être normalisée.

Chez les participantes qui ont un logement, mais qui ont un budget mensuel d'environ 150 à 200 \$ pour leurs besoins rudimentaires, ou chez celles qui intègrent le marché du travail au salaire minimum — qui est actuellement insuffisant pour payer un loyer et les dépenses de base —, une décision incroyablement difficile doit être faite régulièrement pour choisir entre la nourriture, les billets d'autobus pour aller travailler ou le fait d'éviter d'abîmer une autre paire de pantalons, qui est peut-être leur seule paire pour le travail. Personne ne devrait avoir à prendre ce genre de décisions.

Notre travail sur le terrain nous a appris que l'accès à des produits menstruels gratuits ne devrait pas se limiter au comptoir d'un centre d'accueil ouvert pendant la journée. Toutes les salles de bains, peu importe leurs désignations de genre, devraient être ap-

provisionnées en produits gratuits. Comme nous le savons, ce ne sont pas toutes les femmes qui ont des règles, et ce ne sont pas tous les hommes qui n'en ont pas. À cause de la stigmatisation et des tabous, les femmes qui demandent des produits menstruels peuvent encore ressentir de la honte. Les hommes trans et les personnes non binaires qui en ont besoin peuvent ressentir un manque de dignité, en plus de se voir forcés d'assumer publiquement leur identité de genre et de subir un risque terrifiant pour leur sécurité.

En outre, en plus de les retrouver dans les salles de bains, les produits doivent être fournis aux travailleurs communautaires et aux organismes offrant des services de première ligne étant donné la nature inaccessible des salles de bains pour les personnes les plus itinérantes et marginalisées de nos communautés.

Idéalement, ces produits ne se limiteraient pas à une seule option, et on tiendrait compte des préférences puisqu'elles dépendent souvent d'aspects importants tels que la culture, la scolarisation, les connaissances et même les traumatismes vécus. L'accès et le choix offrent dignité et sécurité. La dignité et la sécurité sont cruciales pour notre santé mentale et physique ainsi que pour le bien-être général de la communauté.

Je vous remercie encore une fois de me recevoir.

• (1635)

**La présidente:** Merci beaucoup.

Je crois qu'il va y avoir un vote à un certain moment. Il y a une motion de clôture, alors nous aurons 30 minutes après le début de la sonnerie, mais, pour l'instant, nous allons entamer notre première série de questions.

Nous allons d'abord donner six minutes aux membres, et c'est Mme Vien qui va ouvrir le bal.

Madame Vien, nous vous écoutons pendant six minutes.

[Français]

**Mme Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC):** Merci beaucoup, madame la présidente.

Bonjour, mesdames. Je vous remercie d'être avec nous cet après-midi.

Nous savions qu'il y avait des problèmes d'accès aux produits menstruels. Il y a aussi des femmes qui ont de la difficulté à les payer. Toutefois, après chaque témoignage que nous entendons ici, nous nous rendons compte que la réalité est peut-être encore plus effroyable que nous pouvions l'imaginer.

Madame Emond, je m'adresserai d'abord à vous en vous posant une petite question rapide. D'autres gens qui conçoivent des produits menstruels réutilisables sont venus nous rencontrer, et je leur disais qu'on ne voyait pas leurs publicités. Je disais, à la blague, que d'autres députées et moi, qui sommes d'une autre génération, lisions peut-être les mauvaises revues.

Quelles parts de marché avez-vous acquises? Qui achète vos produits? Les jeunes sont-elles plus portées à en acheter que nous l'étions lorsque nous avions le même âge? Pouvez-vous nous broser rapidement un portrait de l'engouement pour ces produits?

**Mme Lara Emond:** Iris + Arlo offre des produits à utilisation unique, soit des tampons avec et sans applicateur, des serviettes de jour et de nuit et des protège-dessous de coton 100 % biologiques faits de matières biodégradables. Nous croyons que les femmes doivent pouvoir choisir. Nous leur offrons donc également une gamme de produits réutilisables, comme des culottes menstruelles. Selon certaines études, le marché des culottes menstruelles a augmenté de 15 %. C'est un marché en très forte croissance.

Les jeunes sont beaucoup plus informés sur les enjeux tant de santé que d'environnement. Il y a un intérêt et un engouement pour ce genre de produits. Lorsque toutes les options leur sont présentées au moment de leurs premières règles, les jeunes femmes réalisent à quel point une culotte menstruelle peut être beaucoup plus confortable et écologique. Étant donné que l'écoanxiété est vraiment un enjeu pour les plus jeunes générations, ces produits seront adoptés plus facilement.

Une des solutions serait d'en parler davantage, mais il faut aussi que ce genre de produit ait plus de visibilité.

**Mme Dominique Vien:** L'école est un bon lieu pour faire cette éducation.

**Mme Lara Emond:** C'est exact. Par contre, un jeune sur quatre au Canada ne sait pas ce que sont les menstruations, et une jeune femme sur trois ne sait pas comment les gérer. Manifestement, il y a un manque d'éducation.

Je vais me permettre de vous raconter une anecdote. Depuis les 18 derniers mois, nous travaillons avec des entreprises pour qu'elles offrent des produits menstruels sur leurs lieux de travail. Des PDG extrêmement informés et qui sont à la tête d'entreprises de très haute technologie m'ont littéralement demandé comment fonctionnent un tampon. Il faudrait faire de l'éducation à tous les niveaux.

**Mme Dominique Vien:** Eh bien!

Je ne sais pas qui va pouvoir répondre à la question un peu compliquée que je vais poser. Plusieurs d'entre vous pourraient sans doute y répondre, mais je pense que c'est Mme White qui a fait allusion au Code canadien du travail et aux employés des entreprises à charte fédérale.

Sauf erreur, les dames du côté gouvernemental auront accès gratuitement à des produits hygiéniques menstruels. J'ai déjà été ministre du Travail au Québec, et nous n'avons pas abordé cette question quand nous avons fait la révision complète du Code du travail du Québec. C'était une révision majeure. Je dis tout cela pour rappeler que cette question relève de la compétence provinciale. Ma collègue Mme Larouche va certainement le souligner aussi.

Nous pouvons bien discuter et décider que ces produits devront se retrouver dans toutes les salles de bain de toutes les entreprises du Québec, mais qui va prendre le leadership? Comment s'y prendra-t-on pour convaincre les entreprises?

Madame Bolster-Foucault, vous avez l'air d'avoir une réponse.

**Mme Clara Bolster-Foucault:** C'est là toute la question. D'emblée, je dirais que cela ne doit pas être la responsabilité d'une seule personne. Le leadership doit être exercé à tous les niveaux. Dans chaque gouvernement, il y a de la place pour des politiciennes comme vous, qui, dans le cadre de leurs fonctions, peuvent faire en sorte que cela devienne la norme.

Il faut adopter une loi qui s'appliquera partout, mais il doit aussi y avoir un changement de perception dans la population. Il faut me-

ner des campagnes de sensibilisation et prendre des mesures pour que ces produits soient disponibles sur les lieux de travail, mais il faudra en faire beaucoup plus. Éventuellement, ce seront les entreprises qui prendront l'initiative d'offrir ces produits. J'espère que cela fera bouler de neige.

• (1640)

**Mme Dominique Vien:** Le monde des affaires n'a pas le choix, aujourd'hui, d'être très attrayant. Il y a quand même une pénurie de main-d'œuvre. Les femmes sont très présentes sur le marché du travail.

Le monde des affaires est-il préparé à cela? Est-il suffisamment sensibilisé à cette question? Quelqu'un va devoir payer la facture, et il faut se pencher sur cet aspect.

**Mme Clara Bolster-Foucault:** Je crois que oui. Si cela devient la norme, les entreprises, les écoles, les organismes municipaux ou toute autre entité devront emboîter le pas. Les gens devront être prêts.

[Traduction]

**La présidente:** C'est formidable, merci.

Je donne maintenant la parole à Anita Vandenberg.

Vous disposez de six minutes.

**Mme Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.):** Merci énormément.

Je remercie ce formidable groupe de témoins de son travail pour l'équité menstruelle.

J'aimerais discuter des arguments économiques justifiant qu'on passe à l'action. Nous avons discuté de dignité, de droits et de choix, mais on peut aussi faire valoir un argument économique tangible.

On a, entre autres, mentionné que les personnes doivent s'absenter du travail et de l'école. Il faut bien entendu ajouter à cela les problèmes qui ne se limitent pas à la santé physique. La honte et le manque de confiance peuvent également entraîner des problèmes influant sur d'autres aspects de leurs vies. De plus, madame White, vous avez mentionné l'envers de cette réalité: la plupart des entreprises de ce secteur sont dirigées par des femmes. D'une part, le produit peut réellement contribuer à l'affranchissement économique des femmes et, d'autre part, ce sont des entrepreneuses qui sont à la tête de ces entreprises.

Je vais d'abord écouter Mme White se prononcer sur cet angle, puis je vous demanderai toutes, dans l'ordre dans lequel vous avez parlé, de commenter cette question si vous le souhaitez.

**Mme Meghan White:** Merci énormément.

Le concept — qui englobe, je n'en doute pas, bien d'autres enjeux — vise à créer une économie circulaire de soutien: il s'agit de réaliser autant de mesures que possible simultanément et dans la collaboration. Que nous soyons des membres de conseils, des députés, des travailleurs du secteur à but non lucratif, des entrepreneurs ou des concepteurs de produits menstruels, lorsqu'un besoin est défini et qu'on voit l'ensemble du tableau, il faut agir dans tous les secteurs sans exception.

C'est ainsi que nous trouverons notre solution purement canadienne et que nous collaborerons pour résoudre ce problème tout en appuyant l'industrie et en atteignant nos objectifs environnementaux. La collaboration est cruciale pour cet enjeu. Je perçois une collaboration dans la salle. Tout le monde est vraiment enthousiaste et prêt à passer à l'action.

Je cède la parole à quelqu'un d'autre.

**Mme Anita Vandenberg:** Tout le monde y trouvera vraiment son compte.

Je donne la parole à Mme Brown ou Mme White, de l'organisation Moon Time Sisters.

**Mme Veronica Brown:** En ce qui concerne l'incidence économique, quand on regarde le taux de diplomation au niveau secondaire dans les communautés nordiques... Il est question d'écoles secondaires dans les réserves pour les communautés inuites et de Premières Nations, qui sont rarement invitées à cette table, alors la conversation entourant les communautés nordiques... Le taux de diplomation au secondaire est très faible. Lorsque Mme White a discuté avec le député qui a réellement allumé la flamme de Moon Time Sisters, la motivation était que des élèves devaient rater des cours.

En se donnant comme objectif de fournir des produits dans différentes régions, dans les écoles secondaires, mais pas seulement là — il est également question d'autres programmes liés à la communauté — le taux de diplomation des jeunes femmes et des élèves bispirituels non binaires augmentera. Davantage de femmes et de personnes bispirituelles iront travailler. Nos statistiques nous indiquent que le nombre de femmes et de personnes bispirituelles qui doivent s'absenter du travail parce qu'elles n'ont pas accès à des produits menstruels est assez élevé. En ce qui concerne l'incidence économique, si on permet à toute la communauté de travailler ensemble, il faut vraiment offrir les produits pour aplanir cet obstacle considérable qui peut être surmonté simplement en fournissant les produits.

Pour ce qui est des administrations, les municipalités savent quelles préoccupations assaillent leurs populations. Les villes travaillent avec les refuges. Elles financent leurs refuges. Si on se demande d'où doit venir le financement, la réponse doit à tout prix être multidisciplinaire. Au bout du compte, chaque région connaît très bien ses réalités. Des travailleurs de première ligne s'y trouvent. Les responsables des services sociaux connaissent les refuges comme le fond de leur poche, savent combien de personnes les fréquentent et qui a besoin de produits menstruels. Voilà un élément considérable à garder à l'esprit, mais il importe de souligner que, pour les communautés inuites et de Premières Nations, il faut également travailler avec les gouvernements territoriaux et leurs programmes.

• (1645)

**La présidente:** Merci.

Je vais interrompre les échanges. J'ai arrêté la minuterie. Nous allons voter dans 28 minutes et 29 secondes. Je m'en remets au Comité pour nous permettre de poursuivre la réunion, et je regarde autour de moi pour savoir si les membres veulent voter au moyen de l'application ou si nous devons monter pour aller voter. Si tout le monde acceptait de voter au moyen de l'application... Je pose la question parce que, étant donné le temps qu'il nous reste, nous voterions...

Je regarde l'heure. Il nous reste 28 minutes, ce qui veut dire que nous devons nous arrêter au plus tard dans 24 minutes. Puis, nous reviendrions dans cette salle, mais la réunion se terminera à 17 h 30. Le vote sera à 17 h 15, ce qui veut dire que nous n'aurions pas assez de temps pour revenir à la réunion. Je voulais en aviser tout le monde.

**Mme Michelle Ferreri (Peterborough—Kawartha, PCC):** Ce scénario nous laisserait cinq minutes pour voter.

**La présidente:** Oui, mais ce que je dis, c'est que la décision nous revient.

Poursuivons la conversation, mais le fait est que, lorsque nous monterons pour le vote...

Mettons fin à cette réunion dans 23 minutes. Ainsi, tous les membres auront quatre minutes soit pour monter, soit pour voter sur l'application. Il reste 24 minutes.

**Mme Anita Vandenberg:** Combien de temps me reste-t-il, madame la présidente?

**La présidente:** Il vous reste 55 secondes. Nous ne reviendrons pas ici après le vote puisqu'il ne restera pas suffisamment de temps.

Nous verrons si les membres resteront dans la salle ou non.

Allez-y.

**Mme Anita Vandenberg:** J'ai vu beaucoup de hochements de tête dans la salle. En une minute ou moins, est-ce que vous aimeriez commenter là-dessus?

**Mme Hayley Newman-Petryshen:** Je crois que la question revient grandement aux coûts d'opportunité, c'est-à-dire à la perte de scolarité puisque les jeunes ne sont pas en mesure d'aller à l'école.

Je crois que nous devons aussi réfléchir aux politiques sur la santé. La recherche sur la santé des femmes est cruellement sous-financée, alors des personnes souffrent d'endométriose ou d'autres maladies menstruelles et qui ont des règles de trois ou quatre semaines. Je ne parle pas de délais de deux ou trois jours qui surviennent de temps en temps; je parle d'une maladie chronique. Les heures de travail perdues, les heures d'éducation ratées, les activités manquées parce que les personnes ne se sentent pas assez bien pour participer pleinement...

Une femme sur dix souffre d'endométriose. Bien d'autres problèmes connexes causent beaucoup d'inconfort pendant les règles. Il faut vraiment penser à ces enjeux lorsqu'on fait le lien entre les menstruations et les raisons amenant les gens à rater ces occasions, d'une part, et l'économie, d'autre part.

Les sociétés et les entreprises sociales au Canada appuient généralement Dignité mensuelle. Nous dépendons entièrement des dons de compagnies basées au Canada, dont de nombreuses sont dirigées par des femmes.

**La présidente:** Merci beaucoup.

Nous passons à Andréanne Larouche pendant six minutes.

[Français]

**Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ):** Merci, madame la présidente.

Je remercie l'ensemble des témoins d'être ici aujourd'hui pour déstigmatiser cette question qui semble encore être très taboue, en 2023.

Je vais revenir à ce qu'a dit plus tôt ma collègue Mme Vien. Pendant 10 ans, j'ai été administratrice d'une foire environnementale, la Foire Écosphère, qui proposait des solutions environnementales en matière de transport durable et de véhicules électriques. Nous avions aussi proposé des solutions pour les rénovations et pour les constructions vertes, pour la mode écologique, pour les produits esthétiques, les produits biocosmétiques étant de plus en plus populaires. À l'époque, on parlait déjà de produits menstruels réutilisables. Maintenant, on parle aussi des produits sans plastique, de ceux qui sont à usage unique mais beaucoup plus écologiques et ayant un moindre impact environnemental. La question de l'environnement est importante.

Ce qui peut relever du champ fédéral, c'est la recherche. Serait-ce bien d'investir davantage dans la recherche médicale, notamment pour trouver des solutions concernant les produits durables et réutilisables? Cela permettrait de travailler aux conséquences environnementales de ces produits.

Comme toutes les témoins ont abordé la question des produits réutilisables, celles qui sont dans la salle comme celles qui sont en ligne peuvent répondre à ma question.

• (1650)

**Mme Lara Emond:** Si vous me le permettez, je vais répondre.

De toute évidence, cela vaut la peine d'investir en recherche, et on ne le fait pas assez au Canada, qu'il s'agisse des matières ou, ultimement, du développement de nouvelles matières, qui s'inscrirait dans l'économie circulaire. Il faut investir davantage en recherche si on veut être plus compétitif un jour et faire diminuer le prix d'achat des produits menstruels. Je crois qu'il faut le faire. On sait que le Canada n'est pas suffisamment compétitif sur le plan commercial et de la propriété intellectuelle à plusieurs égards.

Comme le mentionnaient mes collègues, il faut tenir compte du fait que très peu de recherche se fait en ce qui concerne la santé des femmes et des personnes qui ont un utérus. J'en profite pour signaler qu'il existe encore certains flous ou de la permissivité dans le domaine législatif. Plusieurs études démontrent qu'on retrouve encore aujourd'hui beaucoup de pesticides, de perturbateurs endocriniens, de dioxyde, entre autres, dans les produits menstruels. Cela influe sur la santé des personnes qui ont des règles et utilisent ce genre de produit. On ne peut pas encore quantifier l'impact de cela sur la santé et, par ricochet, sur notre système de santé global ainsi que sur l'environnement au Canada.

On pourrait établir un parallèle avec la cigarette, par exemple. Il y a plusieurs années, on ne faisait pas beaucoup de recherche sur la cigarette. On croyait que c'était un produit sain. On a fait de la recherche et des études qui ont révélé la nécessité de réglementer la cigarette. De telles études mériteraient d'être menées en ce qui concerne les produits menstruels pour le bien de l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens.

**Mme Andréanne Larouche:** Est-ce que Mmes Bolster-Foucault et Newman-Petryshen aimeraient ajouter quelque chose?

**Mme Clara Bolster-Foucault:** J'aimerais ajouter quelque chose. Je suis vraiment d'accord avec ce qui vient de se dire.

Par contre, le manque de données sur la santé menstruelle concerne vraiment l'impact de la précarité menstruelle. La vérité est qu'on ne sait pas qui est confronté à cet enjeu ni ses conséquences sur les personnes concernées. Selon moi, investir dans ce genre de recherche serait plus profitable. Il faudrait mettre davantage l'accent

sur la collecte de données sur la santé et moins sur les produits. Toutefois, il faut aussi des recherches sur les produits.

**Mme Andréanne Larouche:** C'est là qu'on voit l'importance de se baser sur des données probantes en science pour le développement de nouvelles technologies. Pour ce qui est du manque de recherche sur la santé féminine, mon collègue Luc Thériault pourrait vous en parler très longuement. Il a proposé une étude sur les implanants mammaires.

Beaucoup d'organismes nous sensibilisent au fait que les cancers et les maladies propres aux femmes reçoivent beaucoup moins d'investissements.

Je tiens à souligner le travail des boutiques qui offrent des produits réutilisables et des produits en vrac. Dans mon comté, il y a Orange coco, un commerce exploité par une jeune entrepreneure absolument dynamique qui a reçu un prix de la Chambre de commerce, récemment. Son magasin est extraordinaire et offre notamment des produits réutilisables. Chapeau à Orange coco.

Pour ce qui est de l'équité menstruelle, on se rend compte que beaucoup de choses sont de compétence provinciale. Croyez-vous qu'une solution potentielle serait d'augmenter les transferts en santé aux provinces, sachant que le gouvernement du Québec a effectué une étude intitulée « Étude sur l'accès aux produits menstruels », menée par le Conseil du statut de la femme du Québec. De nombreuses villes du Québec ont adopté des mesures pour faciliter l'accès aux produits menstruels. On pense qu'en augmentant les transferts en santé, cela pourrait permettre l'essor de ce genre d'initiative sur lequel le Québec, les provinces et plusieurs municipalités se penchent déjà.

Nos témoins ont-ils quelque chose à ce sujet?

**Mme Clara Bolster-Foucault:** Je peux encore dire quelque chose. À mon avis, la réponse est « oui, mais ».

Je crois que ça pourrait aider, mais ce ne serait pas la seule solution que je proposerais. Il faudrait encore que cela vienne de différentes sources et de partout. Si des personnes n'ont pas accès au système de santé à cause de barrières d'accès aux soins primaires et autres, elles n'auraient pas davantage accès aux produits menstruels, s'ils ne proviennent que du système de santé.

En résumé, cela pourrait être une source d'aide, mais il faudrait que cela vienne aussi d'ailleurs.

• (1655)

**Mme Andréanne Larouche:** Merci, mesdames.

[Traduction]

**La présidente:** D'accord, nous passons maintenant à une collègue en ligne.

Madame Zarrillo, vous avez la parole pendant six minutes.

**Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD):** Merci, madame la présidente.

Je tiens à remercier les témoins des importants témoignages que nous entendons aujourd'hui.

Outre les produits que nous savons si importants, il y a eu des discussions aujourd'hui sur les répercussions sur la vie publique, la capacité de gagner un revenu, la capacité de participer à la vie publique.

Ma première question s'adresse à Ayla Banks.

Vous avez utilisé les mots « santé, croissance et succès. » Je pense que, dans le cadre de cette étude, il est possible de formuler des recommandations à partir des témoignages, alors je me demande si vous pourriez nous en parler. En quoi le fait de ne pas avoir accès à ces produits — en raison de la stigmatisation — a-t-il une incidence sur les possibilités? Quels sont les coûts d'opportunité? Quels sont les effets longitudinaux au cours d'une vie? Comment pouvons-nous apporter des changements au niveau fédéral pour améliorer la situation?

**Mme Ayla Banks:** Je dirais que le simple fait d'aller travailler dans des vêtements propres et de gagner sa vie, une chose aussi simple que cela, est tellement influencé par ce manque d'accès. J'ai vu des personnes perdre leur emploi soit à cause d'accidents au travail, une réalité que tout le monde vit, et pour laquelle elles n'avaient pas de solution, soit parce que les personnes touchées ne sont tout simplement pas en mesure d'aller travailler.

Comme on l'a dit plus tôt, les gens ont parfois des menstruations pendant plus d'une semaine par mois. De telles règles peuvent nuire à la capacité des gens de travailler à long terme. Ce problème ne les rend pas admissibles à des versements d'invalidité, par exemple, ce qui aiderait à compléter leur revenu. Le fait de ne pas avoir accès à des produits menstruels nuit vraiment aux efforts constamment interrompus visant à réintégrer le marché du travail.

Si les lieux de travail les offraient à tous, cela aurait une incidence, mais en ce qui concerne la stigmatisation qui existe déjà, la vie des gens se verrait grandement améliorée s'ils y avaient accès avant d'aller travailler — pour qu'ils soient fins prêts.

Il faut un accès général, pas seulement dans les lieux de travail, mais dans un plus grand nombre d'endroits. À mon avis, il serait également important de ne pas en fournir uniquement aux personnes qui s'identifient comme étant des femmes, parce que c'est un facteur de danger pour beaucoup de personnes d'avoir à assumer publiquement leur identité dans leur milieu de travail si elles ont des traits masculins, par exemple.

Je me demande si j'ai répondu à votre question.

**Mme Bonita Zarrillo:** Oui, c'est très bien.

Merci beaucoup d'avoir parlé de la capacité de gagner un revenu sur le marché du travail. Je parraine actuellement une pétition lancée par un groupe communautaire qui s'intéresse à la possibilité d'avoir... Vous avez mentionné le fait que c'est un type d'invalidité et que certaines personnes pourraient avoir besoin d'aide plus de jours par mois... Il s'agit de donner des jours de travail à ceux qui ne peuvent pas nécessairement... la douleur est trop accablante ou l'incapacité de... Les menstruations peuvent les rendre très malades tout au long du cycle.

Je me demande si vous pourriez nous parler un peu de l'expérience de personnes qui ne sont pas physiquement en mesure d'aller travailler en raison de la douleur ou des expériences qu'elles vivent au cours de leur cycle.

**Mme Ayla Banks:** L'éducation serait également très utile. Je vois beaucoup de personnes qui ne comprennent pas que ce qu'elles vivent n'est pas normal. Je pense notamment à l'endométriose, au trouble dysphorique prémenstruel et à d'autres problèmes. Ces personnes ne connaissent pas les symptômes et ne peuvent donc pas les nommer lorsqu'elles en souffrent. La stigmatisation et les tabous font souvent en sorte que ces personnes ne sont pas suffisamment prises au sérieux pour être admissibles à une quelconque forme de

soutien au travail, afin de soulager la douleur extrême ou d'autres effets secondaires.

J'ai parlé des saignements, mais il y a aussi un manque d'éducation au sujet des facteurs associés à la douleur et des changements de comportement, entre autres, surtout dans les milieux moins... lorsqu'il n'y a pas eu d'éducation en ce sens. Il faut savoir que ces problèmes existent, mais aussi les prendre suffisamment au sérieux pour faire un suivi et prendre des mesures pour permettre aux personnes de fonctionner...

• (1700)

**Mme Bonita Zarrillo:** Merci beaucoup.

J'aimerais maintenant m'adresser aux représentantes de Moon Time Sisters.

J'aimerais aborder la question des adolescentes et des jeunes, et des effets associés aux menstruations, comme la migraine, la douleur ou les vomissements, par exemple. Il n'y a pas beaucoup d'éducation à ce sujet et la stigmatisation fait en sorte que les jeunes ne veulent pas en parler.

Pourriez-vous nous parler de l'incidence de la stigmatisation et du manque d'éducation sur les jeunes, et des mesures que nous pourrions prendre pour y remédier?

**Mme Veronica Brown:** Allez-y, madame White.

**Mme Nicole White:** Je sais que Mme Brown en a fait beaucoup plus que moi en matière de gestion de la douleur. Elle a fait parvenir des bouillottes et a pris d'autres mesures de ce genre. Il y a donc la notion d'accès à ces éléments de base que nous tenons parfois pour acquis. Les femmes nous disent qu'il s'agit d'un facteur limitatif.

J'aimerais répondre à d'autres questions qui ont été posées, mais je vais laisser Mme Brown intervenir.

**Mme Veronica Brown:** Dans le cadre de notre étude de recherche, nous avons posé des questions sur l'accès aux traitements pour soulager la douleur, parce que nous voulions en savoir plus sur le sujet. Les personnes qui ont leurs règles s'absentent de l'école ou du travail et ne peuvent pas faire de l'exercice, mais c'est peut-être en raison d'un soulagement inadéquat de la douleur.

Après quelques années de travail, on nous a demandé de l'aide en ce sens. Nous avons donc envoyé des bouillottes et des coussins chauffants. Les sacs de fèves que l'on peut chauffer au micro-ondes sont souvent un peu trop lourds.

**La présidente:** Merci beaucoup.

Il nous reste quelques minutes avant le vote. Je pourrais donner quatre minutes à nos deux prochains intervenants, et deux minutes à nos deux derniers intervenants. Nous allons mettre fin à la séance à 17 h 15 afin que ceux qui doivent voter puissent le faire, puis ce sera tout pour aujourd'hui, si cela vous convient.

La séance prendra fin à 17 h 15 et nous n'y reviendrons pas. Nous allons lever la séance au moment où les votes commenceront.

Nous allons d'abord entendre Michelle Ferreri, qui dispose de quatre minutes.

Allez-y, madame Ferreri.

**Mme Michelle Ferreri:** Merci, madame la présidente.

Je remercie les témoins d'être avec nous aujourd'hui. Nous vous sommes reconnaissants pour votre temps, vos commentaires et le travail que vous faites auprès des personnes les plus vulnérables de la société.

L'éducation est le sujet qui m'intéresse le plus, parce que je crois qu'il s'agit d'un élément très important pour les jeunes qui n'ont peut-être pas accès à une personne pour les aider et les orienter.

J'aimerais vous poser deux questions. J'aimerais d'abord savoir comment vous réussissez à joindre les personnes qui ont le plus besoin d'aide si vous ne savez pas où elles se trouvent. J'aimerais aussi savoir comment chacune de vos organisations est financée.

Toutes celles qui souhaitent répondre à ces questions peuvent le faire; je vous cède la parole.

**Mme Meghan White:** Je peux commencer, si vous me le permettez, parce que l'éducation est très importante pour moi aussi.

Ce qui fonctionne le mieux parmi tous les modèles que nous avons mis à l'essai au cours des cinq dernières années, c'est le soutien par les pairs, sans aucun doute. On rassemble les jeunes leaders des communautés, ceux qui s'intéressent aux communications ou aux arts dramatiques et qui souhaitent utiliser leurs compétences par l'entremise du mentorat auprès des adultes de l'organisation. Ces jeunes peuvent ensuite transmettre l'information à leurs pairs. On leur offre de nombreuses formations et de la documentation. Ils peuvent ensuite parler à leurs pairs, entre jeunes, afin de combler les lacunes du système en matière d'éducation à la puberté.

Je crois qu'il s'agit d'un très bon complément à une plus grande conversation au sujet des changements que l'on pourrait apporter par l'entremise de l'éducation.

**Mme Michelle Ferreri:** Excusez-moi. Permettez-moi d'intervenir. J'aimerais vous poser une question qui me vient en tête, rapidement.

Utilisez-vous des applications ou des plateformes de médias sociaux pour communiquer avec ces jeunes filles? Je suppose qu'il s'agit d'un outil très utile.

**Mme Meghan White:** Oui, tout à fait. Nous utilisons YouTube. On avait créé une chaîne YouTube.

C'est excellent, sur le plan de la co-création et du leadership. La plupart des jeunes créateurs avaient entre 12 et 17 ans et parlaient des règles à d'autres jeunes de leur âge, d'après les recherches qu'ils avaient faites, par l'entremise de cette chaîne de vidéo.

Cela s'est avéré être un modèle très pratique pour nous.

• (1705)

**Mme Hayley Newman-Petryshen:** J'aimerais vous parler rapidement de notre mode de financement.

Premièrement, nous n'obtenons pas vraiment de financement. Nous ne recevons pas d'argent du gouvernement. Nous misons presque exclusivement sur les dons en nature des sociétés et de la communauté.

Une école secondaire a récemment fait une collecte de fonds pour nous. Il s'agit du plus important montant que nous ayons reçu. La somme était supérieure au financement du gouvernement, des fondations privées ou d'une quelconque autre entité.

Nous misons uniquement sur les dons en nature.

**Mme Michelle Ferreri:** Allez-vous être en mesure de présenter une demande dans le cadre du programme pilote de 25 millions de dollars du gouvernement? Êtes-vous admissibles?

**Mme Hayley Newman-Petryshen:** Nous ne savons pas exactement quels sont les critères d'admissibilité. Nous sommes sur la liste des organisations admissibles. Nous n'avons pas le statut d'organisme de bienfaisance, mais nous sommes un organisme à but non lucratif enregistré. C'est un obstacle pour bon nombre d'organisations communautaires, parce que le processus pour obtenir ce statut est très coûteux.

Je peux vous parler un peu d'éducation, si cela peut vous être utile.

À l'heure actuelle, nous élargissons notre portefeuille en matière d'éducation. Je travaille aussi pour une organisation qui s'appelle Free Periods Canada, en Colombie-Britannique. Nous élaborons un cours sur la santé menstruelle, qui sera accessible au public. Nous étudions tout ce qui se fait dans les provinces à cet égard.

Dans le cadre de mes recherches, j'ai constaté que les programmes d'éducation à la sexualité des provinces pour les jeunes de la 4<sup>e</sup> et de la 5<sup>e</sup> année se limitaient à l'explication du processus des menstruations. C'est tout. Les jeunes ne savent pas quel niveau de douleur est normal, quels sont les produits offerts et ce qu'on peut utiliser, et ne savent pas qu'ils peuvent parler des règles ou de leurs besoins.

**La présidente:** Merci beaucoup.

Nous allons maintenant entendre Jenna Sudds.

Vous disposez de quatre minutes; allez-y.

**Mme Jenna Sudds (Kanata—Carleton, Lib.):** Merci beaucoup, madame la présidente.

Je remercie tous les témoins de se joindre à nous aujourd'hui. Merci pour le travail incroyable que vous faites.

Ma première question s'adresse aux représentantes de Moon Time Sisters.

L'une des questions que j'ai posées tout au long des consultations sur le Fonds d'équité menstruelle est la suivante: quelles sont les personnes que vous n'arrivez pas à atteindre dans le cadre des services que vous offrez? Il faut s'assurer que les personnes les plus difficiles à joindre obtiennent le soutien dont elles ont besoin.

Madame Brown, madame White, pouvez-vous nous dire quelles sont les personnes que vous n'arrivez pas à atteindre?

**Mme Nicole White:** Ces personnes sont nombreuses. Je crois qu'une grande partie de notre travail se fait par le bouche-à-oreille, par l'entremise des présentations et des partenariats avec les travailleurs. Il faut absolument approfondir le travail afin qu'un plus grand nombre de personnes sachent que nous existons et que nous pouvons les aider. Il y a de nombreuses communautés qui ne reçoivent pas nos produits. Bien sûr, nous espérons recevoir des fonds pour renforcer notre capacité et élargir notre portée.

Madame Brown, allez-y.

**Mme Veronica Brown:** Certaines communautés n'ont pas accès à Internet, ce qui nous restreint dans notre travail. Nous l'avons constaté lorsque nous avons effectué un sondage, qui était en ligne. C'est donc un obstacle sur le plan des données, mais aussi pour nos formulaires de demande. Les communautés doivent présenter une demande en ligne pour obtenir des produits. Celles qui n'ont pas accès à Internet se retrouvent donc désavantagées. Parfois, les gens qui travaillent dans les communautés éloignées présentent une demande en leur nom.

Les petites collectivités éloignées n'ont pas accès aux commerces, aux banques alimentaires, aux magasins à bas prix, à la Croix-Rouge, etc. Nous tentons d'aider ces communautés. Nous collaborons avec le gouvernement du Nunavut à son programme sur la santé sexuelle, de même qu'avec le ministère de l'Éducation du territoire pour cibler ces petites collectivités qui n'ont aucun accès aux services et à Internet.

Tout le monde parle d'Internet. C'est un outil merveilleux, mais c'est aussi un privilège d'y avoir accès. Nous travaillons là-dessus.

**Mme Nicole White:** J'ajouterais que l'une de nos réussites, c'est d'avoir pu communiquer avec plusieurs bureaux de bandes et ministères de l'Éducation, qui peuvent ensuite distribuer les produits aux écoles qui en ont besoin.

**Mme Jenna Sudds:** C'est excellent. Merci beaucoup.

J'aimerais poser la même question aux représentantes de Dignité menstruelle.

**Mme Clara Bolster-Foucault:** La réalité, c'est que dans le cadre des programmes comme le nôtre, qui misent sur la distribution, on ne sait pas quelles sont les personnes que nous ne réussissons pas à atteindre. Nous faisons des déductions en fonction des personnes que nous devons refuser parce que nous n'avons pas la capacité de leur dire oui, et de celles qui, selon nous, ne sont pas en mesure de communiquer avec nous. À notre avis, ce sont probablement les communautés les plus vulnérables et les moins bien desservies. Comme notre organisation est assez petite à l'heure actuelle, notre travail se limite à la région de Montréal. Nous ne pouvons donc pas atteindre les communautés rurales ou éloignées, ou même les personnes qui habitent dans les banlieues de Montréal et qui sont un peu plus loin. C'est un élément important.

Il y a aussi les personnes qui ne sont pas en mesure d'accéder aux services. Nous misons sur les partenariats avec les communautés pour aider les clients qui ont recours à leurs services, mais si les gens n'y ont pas accès pour une quelconque raison, il nous est impossible de les aider.

• (1710)

**La présidente:** Il vous reste environ 15 secondes.

**Mme Jenna Sudds:** Je vous remercie. Je crois que c'est l'un des défis évoqués par bon nombre d'organisations dans le cadre des consultations sur le Fonds d'équité menstruelle. Je reconnais qu'il s'agit d'un dossier difficile, mais il est important.

Je vais en rester là. Je vous remercie pour tout le travail que vous faites.

**La présidente:** Nous allons passer au vote dans quatre minutes et cinq secondes.

Je vais céder la parole à Andréanne Larouche, qui dispose de deux minutes.

[Français]

**Mme Andréanne Larouche:** Merci, madame la présidente.

Encore une fois, je remercie les témoins qui se sont déplacées aujourd'hui et les autres témoins qui sont en ligne également.

Pour la suite des choses, j'ai envie aussi de penser à des enjeux parallèles qui pourraient nourrir notre sujet d'étude actuellement.

Par exemple, madame Emond, on sait qu'il y a une volonté d'abolir le plastique. Cela pourrait venir avec des petits soutiens financiers à des entreprises qui, comme la vôtre, travaillent sur des produits menstruels qui sont réutilisables ou sans plastique.

Dans votre cas, mesdames Bolster-Foucault et Newman-Petryshen, je sais que vous travaillez beaucoup avec des bénévoles. Vous le dites: votre organisme n'est composé que de bénévoles en ce moment. Une meilleure reconnaissance du travail invisible lié au bénévolat pourrait-elle venir avec des petits coups de pouce ou de l'aide? Cela pourrait être utile. Centraide, ses organismes communautaires et les banques alimentaires qui offrent ces produits pourraient apporter leur aide.

On pourrait aussi carrément se pencher sur la question de la « taxe rose » qui fait que tout produit pour les femmes, parce que c'est rose, coûte plus cher, ce qui comporte des conséquences. On déborde de l'étude sur les produits menstruels, mais c'est une autre réalité qui a un effet sur la précarité des femmes.

Pourriez-vous donner chacune une brève réponse? Il reste moins d'une minute.

**Mme Lara Emond:** Si vous me le permettez, je vais ajouter un commentaire.

Pour ce qui est du plastique dans les produits, il faudrait absolument l'abolir. On voit des entreprises qui disent avoir des applicateurs en bioplastique. Or, dans certains cas, lorsqu'on regarde attentivement et qu'on lit les petits caractères sur le produit, on découvre qu'un pourcentage du produit est composé de bioplastique. Le bioplastique est donc mélangé au plastique. Nécessairement, le plastique n'est pas réellement biodégradable, ce qui représente un réel enjeu sur notre fameux or bleu au Canada par la suite.

**Mme Clara Bolster-Foucault:** J'aimerais faire un petit commentaire.

Vous avez soulevé un élément vraiment important. Les menstruations sont liées à plusieurs autres choses, dont les droits de la femme et l'environnement. Cela crée des occasions pour justement aller chercher le côté environnemental, par exemple. Il y a des occasions et, peut-être, des subventions...

[Traduction]

**La présidente:** Merci beaucoup.

Nous allons maintenant entendre Mme Zarrillo, qui est en ligne.

Madame Zarrillo, vous disposez des deux dernières minutes de la réunion.

**Mme Bonita Zarrillo:** Merci.

Je vais demander à trois de nos témoins de nous dire, en 30 secondes, ce qu'elles souhaiteraient voir dans le rapport. Je demanderais donc aux représentantes de Dignité menstruelle et de Moon Time Sister, de même qu'à Ayla Banks de nous dire, en 30 secondes, ce qu'elles attendent de nous, pour conclure la réunion.

**Mme Hayley Newman-Petryshen:** D'accord. Je dispose de 30 secondes et d'une communauté qui a de nombreux besoins.

Ce qui nous empêche de dormir la nuit, Mme Bolster-Foucalt et moi, c'est que nous recevons constamment de nouvelles demandes de la part de nouveaux partenaires. Il semble que nous recevions des demandes toutes les deux semaines. Nous ne pouvons tout simplement pas y répondre. Nous faisons un travail non rémunéré, comme toutes les autres femmes qui sont avec nous aujourd'hui, afin de répondre aux besoins d'autres femmes qui font elles aussi une grande part de travail non rémunéré. Le cycle se perpétue; c'est pourquoi les besoins sont grandissants. Nous n'avons pas le choix de dire non. Nous devons établir la priorité des besoins, et cela n'a aucun sens, tout simplement.

Nous avons besoin de l'aide du gouvernement. Nous ne recevons pas de financement de sa part. Nous recevons des fonds des grands-parents et des parents des élèves. Les étudiants du secondaire nous ont donné plus d'argent que le gouvernement, et plus que les fondations privées.

Je crois que nous en avons tous assez d'entendre des personnes nous dire qu'elles doivent utiliser des bas lorsqu'elles ont leurs règles, alors que nous avons des serviettes hygiéniques. Nous pouvons trouver une solution.

**Mme Bonita Zarrillo:** Merci pour vos commentaires.

J'aimerais entendre les représentantes de Moon Time Sisters, maintenant.

**La présidente:** Il vous reste 10 secondes.

**Mme Veronica Brown:** Merci.

Premièrement, il faut que les Inuits, les Premières Nations et les Métis puissent prendre part à la conversation. Il ne faut pas oublier que les communautés nordiques existent au pays et qu'il y a des gens qui vivent dans une grande pauvreté en raison du colonialisme. Nous devons aborder la question de l'inégalité menstruelle qui existe. Elle représente un obstacle supplémentaire, qui n'est absolument pas nécessaire.

Nous devons faire mieux pour aider les nations autochtones du pays. Il faut qu'elles puissent participer aux discussions.

• (1715)

**La présidente:** C'est excellent. Je dois malheureusement vous interrompre. Nous n'avons plus de temps. Nous devons maintenant voter.

Au nom du comité de la condition féminine, je tiens à remercier les personnes incroyables qui ont témoigné devant nous aujourd'hui.

Je vous rappelle que nous nous réunirons à nouveau lundi, à 11 heures, pour aborder les travaux du Comité, ce que nous n'avons pas pu faire aujourd'hui.

Je vous souhaite une belle fin de semaine. Soyez prudents.

La séance est levée.

---





Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>